



Conseil économique et social

Distr. générale
18 octobre 2012
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2013

21-30 janvier 2013

Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Conseil national des femmes de Grande-Bretagne	2
2. National Space Society	3
3. Nature Conservancy	5
4. Network of Non-Governmental Organizations of Trinidad and Tobago for the Advancement of Women	7
5. New Future Foundation	8
6. Comité des ONG s'occupant de la santé	10
7. Nippon International Cooperation for Community Development	12
8. Okedongmu Children in Korea	15
9. Partnership for Global Justice	16
10. Partnership for Indigenous Peoples Environment	18
11. Peace Education Foundation	20
12. People to People	21
13. People with Disabilities Uganda	23
14. People's Solidarity for Participatory Democracy	25
15. Population Council	26



1. Conseil national des femmes de Grande-Bretagne

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Le Conseil national des femmes de Grande Bretagne poursuit son engagement de longue date envers le programme d'action de l'ONU pour les femmes; des représentants du Conseil étaient présents lors de toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Le programme du Conseil au Royaume-Uni, en Europe, et à travers le monde couvre des sujets dans le cadre du Programme d'action de Beijing, et des thèmes annuels de la Commission de la condition de la femme.

Les résolutions de la conférence annuelle du Conseil pertinentes par rapport aux travaux des Nations Unies ont été ratifiées et présentées au gouvernement du Royaume-Uni chaque année comme indiqué ci-après :

2008 : Maidenhead, Royaume-Uni (17-19 octobre) : enfants en prison; les enfants et la télévision; assistance aux personnes vulnérables; trafic d'enfants.

2009 : Darlington, Royaume-Uni (2-4 octobre) : effets de la crise économique mondiale sur les femmes; les besoins des veuves dans la société; les femmes vulnérables et leurs enfants; la représentation des femmes aux élections parlementaires; auxiliaires et troubles post-traumatiques.

2010 : Gloucester, Royaume-Uni (15-17 octobre) : sexualisation et exploitation des enfants; protection des femmes et des enfants contre le viol après une catastrophe ou un conflit; malnutrition dans les hôpitaux; parité dans la représentation parlementaire; nécessité de logements accessibles.

2011 : Nottingham, Royaume-Uni (14-16 octobre) : allocations pour les enfants; protection de l'environnement et production alimentaire; stéréotypes sexuels dans l'éducation; réforme de la justice à l'égard des femmes; mariages forcés; crise économique mondiale.

Le Conseil a organisé des séminaires au Royaume-Uni sur des sujets en rapport avec le programme des Nations Unies, comme suit :

2008 : télévision et enfants; migration; femmes au travail; séminaires intergénérationnels avec des écoliers; célébration de la Journée internationale de la femme.

2009 : santé mentale des femmes; politiques alimentaires; alphabétisation infantile; avenir numérique; maintenir les personnes vulnérables en bonne santé; séminaires intergénérationnels.

2010 : aspects de l'âgisme; toxicomanie; alcool et santé; séminaires intergénérationnels; sexualisation et exploitation des enfants.

2011 : soins de santé et professions de santé; technologie de l'information et réseaux sociaux; trois séminaires intergénérationnels.

En outre, le Conseil a pris part tous les ans à trois consultations d'avant et d'après session sur la Commission de la condition de la femme entre organisations non gouvernementales et le gouvernement. Des membres ont également assisté à des rencontres européennes et internationales du Conseil international des femmes, du Centre européen du Conseil international des femmes, et du Lobby européen des femmes, où il a été débattu de sujets en rapport avec le programme des Nations Unies.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Le Conseil a assisté à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme à New York de 2008 à 2011, et a coparrainé et présidé une manifestation parallèle en mars 2011 sur le droit de chaque fille à accéder à l'éducation, y compris les sciences et la technologie. Le Conseil a assisté à des réunions d'information à Londres avec le gouvernement en rapport avec des sessions de la Commission, avec d'autres organisations européennes, et avec Michelle Bachelet de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), en 2011.

Le Conseil a également pris part à la conférence de l'UNESCO qui s'est tenue à Paris du 3 au 5 septembre 2008 lors du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le manque de ressources a empêché la participation du Conseil à d'autres rencontres des Nations Unies.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les travaux du Conseil à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement font partie de ses travaux pour promouvoir le progrès dans les pays en développement, par exemple, en ce qui concerne l'égalité et l'autonomisation des femmes; l'éducation; la pauvreté; stopper la progression du VIH/sida; et la santé des femmes et des enfants. Les membres du Conseil ont assisté à la conférence trisannuelle du Conseil international des femmes qui s'est tenue à Johannesburg en Afrique du Sud du 14 au 19 octobre 2009, et à la séance à huis clos du Conseil international des femmes à Barcelone, Espagne, du 27 au 31 mai 2011.

2. National Space Society

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

National Space Society est une organisation à but non lucratif vouée à l'instauration d'une civilisation de l'espace. La Society avec ses quelque 10 000 membres (et davantage de sympathisants) et plus de 50 chapitres à travers les États-Unis d'Amérique et le monde, est amplement reconnue comme le porte-parole des citoyens sur les questions spatiales. Elle publie également le magazine *Ad Astra*, périodique récompensé établissant une chronique des évolutions importantes concernant l'espace.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission et le but de la Society est de promouvoir les changements économique, technologique, et politique pour promouvoir le jour où l'être humain vivra et travaillera dans l'espace. Elle pense que le développement et la colonisation de l'espace seront mieux assurés si les nations coopèrent à la recherche spatiale et au développement tout en laissant la compétition au secteur privé. La Society promeut ses objectifs et augmente la prise de conscience par rapport aux activités spatiales du gouvernement, de l'industrie, et du monde universitaire grâce à des programmes, des publications, sa conférence internationale sur le développement de l'espace, son site Internet, et les media.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

La Society contribue en participant à : a) des réunions annuelles du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de ses sous-comités, le Sous-Comité scientifique et technique et le Sous-Comité juridique à Vienne; b) des réunions annuelles de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) pour examiner le point de l'agenda de l'Assemblée générale sur la coopération internationale et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique en octobre aux Nations Unies; 3) des manifestations promouvant la Semaine mondiale de l'espace tous les ans, du 4 au 10 octobre; et 4) des réunions d'information pour les ONG par le Département de l'information des Nations Unies.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

2008 : Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation, point 28 de l'ordre du jour, New York, 14 octobre.

2009 : Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation, point 30 de l'ordre du jour, New York, 20-22 octobre.

2010 : Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation, point 50 de l'ordre du jour, New York, 14 octobre. Sous-Comité juridique, Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Vienne, 4-8 avril 2011.

2011 : Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation, point 51 de l'ordre du jour, New York, 13 et 18 octobre.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

2010 : En tant que panéliste au Département de l'information/ONG réunion d'information intitulée « Space and society: bringing the benefits of space technology to Earth », tenue le 14 octobre à New York, le représentant de la Society a fait une présentation PowerPoint sur les efforts de la Society et des points en rapport avec le sujet.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Society soutient les objectifs du Millénaire pour le développement en continuant à centrer ses activités sur la promotion des activités humaines dans l'espace, et en apportant sur terre les bénéfices de l'espace, en œuvrant surtout à

travers le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, le Sous-Comité scientifique et technique, le Sous-Comité juridique, et le Bureau des affaires spatiales.

La Society soutient la Semaine mondiale de l'espace des Nations Unies tout au long de l'année par des activités en ligne et d'impression pour les enfants et les adultes. Par exemple, elle a publié les calendriers de colonisation spatiale de 2008 et 2009 pour la National Space Society, présentant les artistes lauréats des concours artistiques de colonisation spatiale pour 2008 et 2009, sur papier et en ligne (www.nss.org/images).

2010 : Elle a inauguré la galerie de l'espace de la National Space Society où les artistes de l'espace peuvent partager avec le public leur vision de l'avenir de l'humanité dans l'espace le 12 mai 2010 (www.nss.org/images).

2011 : Un représentant de la Society a présenté un article intitulé « NSS at the UN », ainsi que des timbres des Nations Unies commémorant le cinquantième anniversaire des vols dans l'espace dans le magazine *Ad Astra*.

3. Nature Conservancy

Statut consultatif spécial : 1996

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de Nature Conservancy consiste à préserver les terres et les milieux aquatiques dont toute vie dépend.

Changements à signaler

Au cours de quatre dernières années, l'organisation a changé de président et d'administrateur, Mark Tercek à présent. Elle a également subi une réorganisation et compte à présent quatre régions géographiques : Amérique du Nord et Caraïbes, Amérique latine, Afrique, et Asie et Pacifique. Elle a également un bureau en Europe qui vise à s'engager auprès des bailleurs de fonds publics. L'organisation est passée d'une orientation sur des solutions locales, à des solutions ayant un large impact, voir un impact mondial. Nature Conservancy est passée de protéger la nature contre l'homme, à protéger la nature pour l'homme. L'organisation reconnaît le besoin d'un appui plus important pour la préservation si elle veut accomplir ses objectifs, et pour ce faire, elle doit s'assurer que ses travaux sont pertinents et rencontrent un écho chez les personnes. Elle est engagée à devenir une organisation vraiment mondiale pour accompagner et mesurer les menaces sur la nature.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Nature Conservancy se concentre sur le pilier de l'environnement pour parvenir au développement durable. Pour protéger la nature pour les individus, l'organisation se concentre sur l'intégration de la préservation dans le programme de développement, la mise en évidence de la valeur du capital nature, et la reconnaissance des écosystèmes comme le moyen d'éradiquer la pauvreté. Nature Conservancy travaille en étroite collaboration avec les communautés locales et les peuples autochtones, et avec des partenaires économiques ayant démontré leur engagement envers le développement durable.

Nature Conservancy est partenaire du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), d'Initiative « Équateur », et continue d'affirmer ardemment son soutien à ces travaux depuis le début.

Nature Conservancy contribue également au rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) *The Economics of Ecosystems and Biodiversity Report for Business*.

Nature Conservancy travaille avec le PNUD dans diverses parties du monde.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Nature Conservancy participe aux sessions de la Commission du développement durable, de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies et au Forum des Nations Unies sur les forêts. Nature Conservancy a également participé à la Réunion de haut niveau chargée d'examiner Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et les auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile, et le secteur privé. Nature Conservancy prend une part active aux processus de négociation aux Nations Unies telle la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

- Développement du concept pour un projet avec le PNUD en coopération avec le Fonds pour l'environnement mondial au Chili, sur un système régional de zones protégées pour la préservation durable et l'utilisation de la forêt ombrophile tempérée de Valdivian.
- Projet avec le PNUD en coopération avec l'Initiative internationale pour le climat (Allemagne), pour la protection des réservoirs et des puits de carbone dans les zones humides et les zones protégées du Panama.
- Projet avec le PNUD en coopération avec le Fonds pour l'environnement mondial, pour une politique environnementale pour les territoires autochtones au Brésil.
- Collaboration avec ONU-Eau, ONU-Océans, et le Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les travaux de l'organisation se concentrent sur la préservation de la nature pour les individus, et à cet égard, ces travaux touchent presque tous les objectifs du Millénaire pour le développement. L'organisation œuvre délibérément en faveur de l'objectif 7 (Préserver l'environnement), l'objectif 1 (Réduire l'extrême pauvreté et la faim), et l'objectif 8 (Mettre en place un partenariat pour le développement). Elle développe une priorité agricole qui se concentre sur la sécurité alimentaire. Nature Conservancy à deux priorités au niveau mondial concernant l'eau douce, Great Rivers Partnership et la gestion intégrée du bassin hydrographique, qui vise à développer une infrastructure d'eau verte, en tenant compte des communautés

locales qui en bénéficient. Nature Conservancy a de nombreux projets à travers le monde et travaille en partenariat avec les communautés locales et des partenaires économiques sur des pêcheries (par exemple dans les pays des Caraïbes, d'Asie Pacifique, et en Mongolie), et l'élevage bovin (par exemple au Brésil).

4. Network of Non-Governmental Organizations of Trinidad and Tobago for the Advancement of Women

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Network of Non-Governmental Organizations of Trinidad and Tobago for the Advancement of Women est une organisation cadre nationale ouverte à tous. Le Network a pris des engagements par rapport à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. C'est pourquoi le Network appuie et agit en faveur de toutes les organisations féminines dans le pays. Le Network se fonde sur le partage et l'ouverture.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Network œuvre efficacement pour garantir l'égalité des sexes, promeut les droits des femmes et l'autonomisation des femmes au niveau national, régional, et mondial. Tout en maintenant les plus hauts critères éthiques et professionnels, sa mission est de pourvoir une représentation et un plaidoyer effectifs, et de promouvoir et améliorer la qualité de vie en faveur des femmes et des filles à Trinité-et-Tobago.

Changements à signaler

Pour septembre 2011 le Network a reçu du Gouvernement de Trinité-et-Tobago une subvention annuelle couvrant 60 % de ses dépenses récurrentes. Ceci a permis au Network d'ONG de bénéficier de deux employés à plein temps et d'un à mi-temps; auparavant le Network fonctionnait exclusivement avec des volontaires et des employés à mi-temps.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Le Network est partenaire du bureau local de pays des Nations Unies et du bureau des Caraïbes de ONU-Femmes à la Barbade pour de nombreuses capacités; le coordinateur du Network a participé à la réunion de planification stratégique d'ONU-Femmes, à la Barbade le 26 janvier 2011; une évaluation sur le terrain pour déterminer l'impact de la présence dans la région d'ONU-Femmes sous sa forme actuelle; la table ronde nationale de Volontaires des Nations Unies sur le thème « Developing national and legislation on volunteerism and civic engagement ». Le Network est un représentant de la société civile au sein du Groupe thématique des Nations Unies sur l'égalité des sexes.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Le Network était représenté lors des réunions suivantes : Colloque de haut niveau sur le rôle des femmes occupant des postes de responsabilité en tant qu'agentes du changement dans la lutte mondiale contre la pauvreté, Sièges des

Nations Unies, le 21 septembre 2011; forum du Comité d'ONG sur la condition de la femme, 2012, Journée de consultation à New York. Il fait une déclaration orale lors de la séance plénière de la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme en 2012, sur le thème de l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'éradication de la pauvreté et de la faim, le développement et les défis actuels, adressant la question de l'autonomisation économique des femmes rurales.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Le Network est partenaire du bureau de pays des Nations Unies à la Trinité-et-Tobago. Le coordonnateur est membre du comité de stratégie de pays du Programme des Nations Unies pour le Fonds pour l'environnement mondial du Programme de microfinancement du FEM. Le Network travaille également en étroite collaboration avec le bureau local de pays des Nations Unies sur les initiatives menées par les objectifs du Millénaire pour le développement. Il a consacré le thème de sa collecte de fonds annuelle de 2011 à l'objectif 4 du Millénaire, « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes ». Il a participé à la contribution d'ONU-Femmes pour le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Le Network est partenaire d'exécution du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et ONU-Femmes pour une coalition nationale sur les femmes, les filles et le VIH/sida, lancée en octobre 2011; il a participé à la consultation des pays pour le développement d'un nouveau programme d'assistance du Fonds des Nations Unies pour la population 2012-2016.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La campagne des Nations Unies 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste et la Journée mondiale de la lutte contre le sida sont désormais des activités annuelles du calendrier d'événements du Network. Le Network fait pression de façon continue pour une politique nationale sur l'égalité des sexes et travaille avec le Ministère de la planification sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement à la Trinité-et-Tobago. Il a collaboré à un colloque sur les meilleures pratiques pour une maternité sans risque et la réduction de la mortalité maternelle en octobre 2011. Il a contribué à la sixième réunion annuelle des parlementaires, en mettant l'accent sur la définition du rôle que les parlementaires peuvent jouer dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

5. New Future Foundation

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

New Future Foundation est une organisation sans but lucratif fondée en 1969. Elle offre une opportunité aux jeunes de milieux multiethniques et multi-économiques de partager leurs expériences. La Foundation a augmenté son nombre d'adhérents pour offrir aux jeunes et aux jeunes professionnels des formations et en offrant des possibilités internationales pour voyager, l'éducation et le savoir pour résoudre les problèmes pour un monde meilleur et plus sain.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de la Foundation est de faciliter le développement économique social national et international à travers les loisirs, l'éducation, la culture et la santé. Elle a commencé avec des enfants âgés de 6 à 12 ans et a élargi ses programmes pour y inclure les étudiants de l'école secondaire et de l'enseignement supérieur, la génération hip-hop, et les jeunes travailleurs.

Changements à signaler

Les jeunes gens de la Foundation sont allés en Haïti après le tremblement de terre de 2010 et en Sierra Leone après la guerre pour aider à fournir des refuges aux réfugiés. On a offert la possibilité de participer à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue du 30 mai au 3 juin 2011 en Turquie, et au Festival mondial des arts nègres, qui s'est tenu en décembre 2010 au Sénégal. Les jeunes de la Foundation avaient davantage une expérience pratique dans le traitement des problèmes de santé liés aux objectifs du Millénaire pour le développement 5, améliorer la santé maternelle, et 6, combattre le VIH, le paludisme et d'autres maladies.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

La Foundation est active au sein de plusieurs pays moins avancés, tels que l'Éthiopie, la Gambie, Haïti, le Mali, le Sénégal, la Sierra Leone et la République-Unie de Tanzanie. Ses efforts comprennent : la relocalisation des jeunes de la guerre en Sierra Leone; au cours d'une période de trois mois après le séisme en Haïti, documenter historiquement la dévastation, aider à l'organisation d'événements et de collectes de fonds avec Hip Hop pour Haïti. Le fondateur et administrateur de la Foundation, la Reine Mère Dr. Blakely, a été ambassadeur de bonne volonté au Festival mondial des arts nègres et a recruté de jeunes artistes pour sa délégation. En Éthiopie, la Foundation offre des partenariats avec les femmes rurales à travers le projet Queen Mother Coffee pour autonomiser les femmes rurales et les filles pour des partenariats avec des entrepreneurs aux États-Unis.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

La Foundation a préparé et présenté des déclarations écrites et orales lors de réunions officielles et a collaboré avec des groupes de travail et comités électoraux pour favoriser les relations et les partenariats avec d'autres ONG. Ses représentants ont assisté à la Réunion de haut niveau sur la jeunesse, qui s'est tenue à Genève en 2011; à l'assemblée de la jeunesse au siège des Nations Unies; à des sessions de la Commission de la condition de la femme; à la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage; à des sessions du Comité préparatoire pour le Sommet mondial sur le développement durable; à des sessions de la commission du développement social; à des réunions de l'Instance permanente sur les questions autochtones; à des débats de haut niveau du Conseil économique et social; et à des réunions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

La Foundation a engagé un dialogue et des plans d'actions avec : le Bangladesh, Haïti, la Jamaïque, le Mali, le Nigeria, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la

Turquie, la République-Unie de Tanzanie, l'Union africaine, la Communauté des Caraïbes, la Commission de la condition de la femme, le Conseil économique et social, le Département des affaires économiques et sociales, le Département de l'information, le Département des opérations de maintien de la paix, le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, l'UNESCO et ONU-Femmes, entre autres.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation engage les jeunes dans des processus d'élevage et d'agriculture en utilisant leurs compétences et formation en gestion d'entreprise, entrepreneuriat, emploi, ventes, promotions et marketing. Les jeunes sont impliqués dans les objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3 et 8. En ce qui concerne l'objectif 1, la Fondation met l'accent sur l'agriculture et les fermiers. Elle est convaincue que fournir aux fermiers une source de revenus leur permettant de se nourrir et de renforcer leur économie, de nourrir leurs familles et de les faire sortir de la pauvreté. En ce qui concerne l'objectif 2, la Fondation éduque des jeunes et les envoie à l'école pour de nombreuses années, opérant des échanges d'étudiants et de programmes de bourses pour les jeunes dans l'enseignement primaire. En ce qui concerne l'objectif 3, la Fondation encourage les partenariats en agriculture en mettant l'accent sur les productrices et les fermières. En ce qui concerne l'objectif 8, la Fondation commercialise, promeut et vend largement le Queen Mother Coffee à travers les États-Unis et importe du café biologique en provenance de pays en développement comme Haïti, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, et d'autres pays internationaux produisant du café biologique.

Informations supplémentaires

La Fondation a traité à l'échelle internationale avec des jeunes dans des rôles de leadership pour l'avenir.

6. Comité des ONG s'occupant de la santé

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Conformément aux principes et aux préoccupations des Nations Unies, le Comité des ONG s'occupant de la santé a pour objectif de promouvoir dans le monde entier la coopération en ce qui concerne les questions de santé.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Le Comité a augmenté sa contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies dans le renforcement des capacités des principaux personnels de santé en travaillant en Amérique latine. Deux membres ont fait des présentations lors d'événements coparrainés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : le *International Congress of Patient Safety*, célébré à Oaxaca, Mexique, en octobre 2010, et le *International Symposium on Excellence in Medical Care*, célébré à Merida, Mexique, le 6 octobre 2010. Le président était un participant invité à un séminaire interdisciplinaire international de l'OMS sur les soins de longue durée,

célébré à La Havane, Cuba, du 4 au 7 mai 2010. Le 3 mai 2010, elle a organisé un atelier pour les infirmières sur les soins aux personnes âgées. De 2008 à 2011, elle a fourni des conseils à des écoles d'infirmières dans : 15 universités en Colombie, 6 en Argentine, 4 au Chili, et 3 au Mexique. Un membre du conseil a accueilli des sages-femmes et médecins japonais visitant des programmes de sages-femmes et de pratiques à New York. En juillet 2011, les membres du conseil ont travaillé sur une déclaration sur les droits de l'homme pour les personnes âgées, soumise au groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, en préparation de la réunion de l'Assemblée générale.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Des membres ont régulièrement assisté aux séances d'information du Département de l'information. Deux membres ont assisté à l'Assemblée mondiale de la Santé à l'OMS, Genève, en 2009, 2010 et 2011.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

En 2009, le Comité a présenté une exposition sur les technologies de l'information tenue à l'Office des Nations Unies à Genève. Le 20 mai 2009, l'ancien président a organisé et participé à un panel d'experts sur les technologies de l'information et les défis sanitaires mondiaux. Un programme sur la sécurité des patients, 22 juin 2011, a présenté le directeur du projet sur la sécurité des patients de l'OMS.

Tous les programmes ont eu un ou plusieurs coauteurs, chacun d'une ONG accréditée par le Conseil économique et social ou la Conférence des ONG. Parmi les coauteurs, le groupe de travail sur les filles du Comité des ONG auprès de l'UNICEF; Soroptomist international; l'Union internationale humaniste et laïque; le Comité des ONG sur le vieillissement; la Confédération internationale des sages-femmes; le Comité d'ONG pour la famille-York-New; la Society for the Psychological Study of Social Issues; le Comité des ONG sur la santé mentale; la conférence du Comité d'organisations non gouvernementales sur le VIH/sida-New York.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les manifestations parallèles du Comité, célébrées dans le Church Center for the United Nations à New York, se concentre sur les objectifs du Millénaire pour le développement 3, 4, 5 et 6, avec un programme d'activité relatif aux objectifs 1, 2 et 7 dans une moindre mesure.

Un membre du conseil a travaillé du 12 au 29 août 2008 dans un orphelinat au Mozambique et a effectué des dons de vêtements et machines à coudre pour les filles plus âgées gagnent de l'argent. Les programmes traitent les thèmes suivants : l'impact de la fistule obstétricale et l'autonomisation économique (2008); l'éducation et de la pratique de la sage-femme (2009); les stratégies pour réduire la mortalité maternelle dans les communautés rurales de la République-Unie de Tanzanie (2010); et l'humeur périnatale et les troubles de l'anxiété (2010). En janvier 2010, un membre a levé de fonds avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour fournir de l'argent pour traiter les fistules obstétricales chez les femmes au Ghana.

Le 7 février 2008 migration et santé était le thème d'un programme au cours de la session de la Commission du développement durable. Le 22 juin 2011, le programme était présent sur le thème de la sécurité des patients : éviter les dommages inutiles, avec le gestionnaire du projet de l'OMS sur la sécurité des patients.

Le 10 mars 2009, lors de la session de la Commission de la condition de la femme, le Comité a organisé une manifestation parallèle sur l'impact sur la santé du soignant : le VIH/sida et la famille. Le 24 septembre 2010, la réunion nationale de l'American Autoimmune Related Disease Association a été organisée par un membre et hébergée par le Comité des ONG s'occupant de la santé.

Le 8 septembre 2011, un programme a été présenté sur le thème du défi mondial des maladies chroniques : l'interaction des risques pour la santé physique et mentale. Les conférenciers étaient des chercheurs / cliniciens sur la santé mentale, la démence, le diabète et la prévention des maladies cardio-vasculaires.

Les programmes sur l'impact du changement climatique sur la santé (2008) et sur la protection de la santé face au changement climatique (2009) ont présenté des conférenciers représentant l'OMS-New York, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, et la Columbia University Research Institute for Climate and Society.

Le 2 mars 2011, lors de la session de la Commission de la condition de la femme, une manifestation parallèle sur le thème des femmes, la guerre et les vies brisées : reconstruire de meilleures ressources et une justice pour les femmes et les filles, a été présentée par un membre expert international des droits de l'homme et expert du PNUD sur les questions de genre.

7. Nippon International Cooperation for Community Development

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Nippon International Cooperation for Community Development est une ONG internationale basée à Kyoto, Japon, sans appartenance religieuse, politique, ou raciale. Elle a été accréditée en tant que société globale par le Ministère japonais des affaires étrangères en 1993 et son statut de personne morale physiquement composée de plusieurs membres a été officialisé par le Cabinet Office en 2010.

Buts et objectifs de l'organisation

Le but de l'organisation est de contribuer à la paix dans le monde, en réduisant la pauvreté et en pourvoyant aux besoins humains fondamentaux tout en favorisant la protection et l'amélioration de l'environnement. À cette fin, elle consacre constamment ses efforts en vue d'assurer la préservation de l'environnement et le développement rural dans les régions pauvres et désolées du monde. Les principales activités de l'organisation sont les suivantes :

- a) Un développement rural durable en harmonie avec l'environnement;
- b) Des formations professionnelles pour favoriser l'autonomie, en particulier pour les femmes;

- c) Des programmes éducatifs et de santé visant à répondre aux besoins élémentaires;
- d) Une assistance humanitaire d'urgence.

Changements à signaler

- Les statuts ont été modifiés, afin d'y inclure la préservation de l'environnement et le secours aux sinistrés au Japon.
- L'autorité de surveillance a été changée et est passée du Ministère des affaires étrangères au Cabinet Office.
- Le Bureau de Tokyo a été créé.
- Le Bureau du Tohoku a été mis en place afin de mettre en œuvre des projets pour soutenir les victimes du tremblement de terre à l'est du Japon.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Malheureusement, l'organisation n'a pas été en mesure d'apporter une contribution importante aux travaux des Nations Unies, car il a dû consacrer une grande partie de ses ressources à des projets d'aide et de développement sur le terrain.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

- 2008-2011 : des représentants ont assisté aux réunions de soutien sur la santé mentale et psychosociale organisées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour les réfugiés irakiens tous les deux mois en Jordanie.
- 2008 : des représentants ont assisté aux réunions de coordination hebdomadaires organisées en juillet et août par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires à Yangon pour une aide d'urgence pour les sinistrés du cyclone au Myanmar.
- 2009 : des représentants ont assisté aux réunions de groupement hébergées en février à Jérusalem par le Programme alimentaire mondial pour l'aide humanitaire dans la bande de Gaza. Des représentants ont assisté aux réunions de groupement sur la santé et les abris hébergées hebdomadairement d'octobre à décembre par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour le Programme de secours au séisme dans la province de Sumatra Ouest, Indonésie.
- 2010 : des représentants ont assisté aux réunions de groupement Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (WASH) hébergées mensuellement à Port-au-Prince par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour le Programme du séisme en Haïti.
- 2010-2011 : des représentants ont assisté aux réunions de groupement Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (WASH) hébergées mensuellement d'octobre 2010 à août 2011 à Multan, province du Pendjab, par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour le Programme des victimes des inondations au Pakistan.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

- Projet en collaboration avec le HCR en tant que fournisseur pour le programme d'aide psychosociale pour les réfugiés irakiens en Jordanie, janvier 2008 - décembre 2009.
- Projet en collaboration avec l'UNICEF en tant que fournisseur pour le programme d'aide psychosociale pour les réfugiés irakiens en Jordanie, janvier 2010 - décembre 2011.
- Projet en collaboration avec la FAO pour fournir des réservoirs d'eau à Tubas, territoires palestiniens occupés, novembre 2010 - avril 2011.
- Projet en collaboration avec le programme d'aide pour les réfugiés afghans initié par l'Organisation internationale pour les migrations pour soutenir les réfugiés afghans dans la République islamique d'Iran, avril-décembre 2010.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au Malawi, en Afghanistan, dans les territoires palestiniens occupés, et en Jordanie en fournissant les aides décrites ci-dessous :

- Objectifs 1 et 2 : développement rural global de 94 villages 17 307 personnes (Nkothakota, Malawi, 2008-2011);
- Objectif 3 : construction de trois écoles pour environ 720 enfants et réhabilitation de quatre écoles pour environ 12 420 enfants (Herat, Afghanistan, 2010-2011);
- Objectif 4 : cours d'alphabétisation pour 1 185 femmes (Herat, Afghanistan, 2008-2011);
- Objectif 5 : toilettes d'assainissement écologique (Eco-san); 750 toilettes construites (Nkothakota et Dowa, Malawi, 2008-2011);
- Objectif 6 : construction de l'aile de maternité pour un centre de santé rural et mise en œuvre de « village mother class » pour 666 femmes enceintes (Nkothakota, 2010-2011);
- Objectif 8 : distribution de moustiquaires environ 9 000 pour 3 256 ménages; tests de paludisme pour 7 381 personnes et traitement contre le paludisme pour 2 919 personnes (Nkothakota et Dowa, 2008-2011);
- Objectif 9 : application de la technologie éco-san pour les toilettes au Ministère de l'agriculture au Malawi;
- Objectif 12 : organisation de la Holy Tree Agricultural Cooperative par les agriculteurs locaux des territoires palestiniens occupés et exportation de leurs produits à base d'huile d'olive vers d'autres pays comme Israël, le Japon, l'Arabie Saoudite, etc., (Tubas, territoires palestiniens occupés, 2008-2011);
- Objectif 18 : information et formation en technologies de la communication pour 4 511 réfugiés afghans en République islamique d'Iran et 578 jeunes en Jordanie (Mashhad, République islamique d'Iran, et Zarqa, Jordanie, 2008-2011).

Informations supplémentaires

L'organisation a également mis en œuvre des secours d'urgence à la suite du grand tremblement de terre à l'est du Japon le 11 mars 2011.

8. Okedongmu Children in Korea

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Okedongmu Children in Korea est une organisation non gouvernementale de la République de Corée en faveur du programme de développement du Conseil économique et social et des Nations Unies.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

L'organisation a contribué à la réalisation du programme de développement des Nations Unies en matière de soutien à la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la Convention relative aux droits de l'enfant par a) l'éducation de quelques enfants de la République de Corée à la paix et b) en aidant les enfants dans les régions touchées par des catastrophes naturelles :

En ce qui concerne a), au cours de la période 2008-2011, l'organisme a opéré un programme de formation sur le leadership de la paix. En outre, elle a mené un programme de formation annuel de paix pour environ 1 000 élèves des écoles primaires et a lancé diverses campagnes et des conférences populaires sur la paix dans la péninsule coréenne.

En outre, chaque année depuis 2008 (à l'exception de 2009), l'organisation, ainsi que les enfants des pays d'Asie du Nord-Est, a organisé un atelier international axé sur le thème de la coexistence pacifique de tous les enfants vivant dans la région, y compris la péninsule coréenne.

En ce qui concerne b), l'organisation a mené deux campagnes nationales de collecte de fonds : l'une pour les enfants haïtiens à la suite du séisme de 2010 (produits équivalent à 17 000 dollars), et l'autre pour le relèvement du Japon après le tsunami de 2011 (produits équivalent à 3 000 dollars pour Fukushima et 6 500 dollars pour Tohoku).

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a toujours essayé de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier les objectifs 1, 4 et 5.

En 2008, l'organisation a achevé un projet pour la construction d'un service de pédiatrie à Pyongyang, et a également fourni de nombreux médicaments, des fournitures médicales, et des équipements pour 183 000 enfants à Pyongyang et quelque 112 500 enfants à Nampo. Elle a envoyé des médicaments et des fournitures médicales pour environ 8 000 femmes enceintes et nourrissons à Jang Ri-gyo, Kang Gun-nam (un comté de la banlieue de Pyongyang). En outre, elle a fourni 1,1 million de packs de lait de soja, 50 tonnes de farine de maïs, et 350 000 packs de lait de soja pour les nourrissons et les enfants de moins de 5 ans dans à Jang Ri-gyo.

En 2009, l'organisation a expédié des médicaments et des fournitures médicales pour 161 000 enfants à Pyongyang, et 112 500 enfants à Nampo.

En 2010, l'organisation a fourni des médicaments, des fournitures médicales, et du matériel pour 166 500 enfants malades à Pyongyang et à 112 500 dans la ville de Nampo, et 600 000 packs de lait de soja pour les nourrissons et les enfants de moins de 5 ans dans la ville de Nampo. En outre, elle a organisé une campagne de collecte de fonds nationale pour les enfants frappés par la désastreuse inondation de Sin-ui-ju, une ville voisine de Dan-dong, Chine, en fournissant 60 tonnes de riz.

En 2011, l'organisation a fourni des médicaments, des fournitures médicales, et du matériel pour 166 500 enfants à Nampo, et pour 8 000 femmes enceintes et nourrissons et enfants de moins de 5 ans à Jang Ri-gyo. En outre, elle a fait don de 500 000 packs de lait de soja pour les enfants de Nampo et la même quantité pour les enfants frappés par l'inondation inattendue de Sa-ri-won (capitale de la province du Hwanghae du Nord), avec 65 tonnes de farine et 1 000 ensembles de sous-vêtements.

9. Partnership for Global Justice

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Le Partnership for Global Justice est un réseau de congrégations religieuses, d'autres groupes, et d'individus ancrés dans les valeurs évangéliques. Les membres sont solidaires des opprimés, encouragent la justice sur la Terre, et le respect de la diversité des cultures du monde. Par conséquent, le Partnership s'est engagé à développer une conscience mondiale par le biais de programmes éducatifs, de la sensibilisation et de la participation avec les Nations Unies.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Partnership œuvre en faveur de l'avènement de systèmes mondiaux équitables par la sensibilisation aux problèmes de la planète et à la nécessité d'assurer la pérennité de l'environnement, l'éducation à la citoyenneté mondiale, et le renforcement de l'entente et de la communion entre les cultures et les croyances religieuses. Les membres du Partnership établissent, administrent, financent et dotent en personnel des institutions et des centres ayant vocation à venir en aide aux pauvres.

Changements à signaler

Le Partnership a étendu ses activités aux enseignants et aux étudiants de l'enseignement supérieur et universités, des lycées et écoles primaires, en offrant des programmes qui offrent des informations sur les Nations Unies, et organise des forums pour développer la citoyenneté mondiale. Il n'y a pas eu de changements significatifs dans l'administration ou les zones géographiques.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Le Partnership entreprend des activités pour promouvoir la réalisation du programme de développement de trois manières différentes : éducation, sensibilisation, et participation.

Grâce à des programmes d'éducation, le Partnership met au point deux principaux programmes pour ses membres, les United Nations Orientation Days et le Global Economics Workshop, qui sont lieu tout au long de l'année. Le Partnership organise une réunion annuelle portant sur un sujet relatif au développement. En outre, le Partnership coparraine un programme avec le Lower Hudson Valley Catholic College et le Consortium des universités à l'automne et au printemps de chaque année.

Les Orientation Days traitent divers points et donnent lieu à des débats sur les sujets suivants présentés par les ONG : un aperçu des Nations Unies; les objectifs du Millénaire pour le développement; la traite des femmes et des jeunes filles; les peuples autochtones; le développement durable; le financement pour le développement; le développement social; et le désarmement. Le Partnership a organisé un nombre important de programmes d'orientation accueillent 29 sessions de trois jours, suivis par 650 personnes.

Le Global Economics Workshop explore l'économie de marché actuelle et le développement économique en ce qui concerne les questions de la pauvreté et du développement. Le Partnership a présenté le Global Economics Workshop neuf fois, atteignant 270 personnes. En outre, l'atelier a été présenté sur un webcast et est maintenant disponible sur DVD.

Le Partnership a tenu ses réunions annuelles en avril ou mai, avec 250 participants au cours des quatre dernières années. Les thèmes des quatre dernières années sont les suivants :

2008 : spiritualité et politique : la recherche du bien commun

2009 : au-delà de la pauvreté : de la cupidité au vert

2010 : désarmement, rapprochements avec le traité de non-prolifération nucléaire de 2010

2011 : Changements climatiques : construction d'un avenir durable, en lien avec la Commission du développement durable

Les membres du Partnership reçoivent des alertes d'action mensuelles sur des sujets particuliers sur des questions telles que le désarmement, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, ou le socle de protection sociale. Le Partnership participe aux Comités des ONG sur le développement durable, le développement social et le désarmement, la paix, et la sécurité.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Les membres du Partnership ont participé à des sessions de la Commission du développement social; de la Commission du développement durable; de la Commission de la condition de la femme; et de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Les membres du Partnership ont également participé à des séances d'information des ONG organisées par le Département de l'information.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Le 20 avril 2009, le Partnership a présenté une déclaration sur le dialogue Harmonie avec la nature de l'Assemblée générale initié par le Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie. Grâce à sa participation dans les comités d'ONG, le Partnership collabore avec des ONG pour soumettre des déclarations et des résolutions qui sont conçus pour faire avancer le programme. Dans le domaine du développement durable, le Partnership a été très actif pour soulever des questions soumises à la Commission du développement durable.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le programme d'orientation fournit une session qui inclut l'histoire et le développement des objectifs du Millénaire pour le développement et en plus assure un suivi en préparant les participants à étudier les rapports sur les données des pays. La discussion est suivie de missions de visites de représentants de pays, et des participants du Partnership qui entament le dialogue sur les besoins actuels et les progrès du pays. Les missions de visites comprennent : Haïti, Cuba, Canada, Irlande, Hongrie, Kenya, Nouvelle-Zélande, les États-Unis et la Zambie.

10. Partnership for Indigenous Peoples Environment

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Partnership for Indigenous Peoples Environment a continué de promouvoir la concertation, qu'elle considère comme étant un instrument au service de la réalisation d'études, du partage de l'information, et d'une compréhension adéquate des questions propres aux peuples autochtones et d'une meilleure appréhension des conflits. Au cours de la période 2008-2011, il a poursuivi son programme d'action (ce qui se reflète dans son rapport quadriennal pour 2004-2007 (E/C.2/2009/2/Add.13)), pour parvenir à l'exécution de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans des mesures spécifiques dans les cadres nationaux. Le Partnership a continuellement lancé des consultations officielles et informelles, le dialogue, des ateliers, des tables rondes, et des conférences de presse et réunions avec les États membres et les personnes morales. Il a organisé des programmes de sensibilisation sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et sur la façon de surveiller une étude d'impact sur l'environnement. Le Partnership a été fondé à Vienne, lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui s'est tenue 14 au 25 juin 1993, dans le but, entre autres, de travailler en partenariat avec les Nations Unies, les États Membres, et les organisations de la société civile pour attirer l'attention sur les questions des peuples autochtones.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Dans le cadre du projet Ogoniland du PNUE, le Partnership a participé à :

- Des consultation à la Maison du Nigeria, à New York, avec le Ministre des affaires étrangères, suivies d'une note d'information du Partnership sur l'étude d'impact sur l'environnement d'Ogoni;

- Un dialogue au Airport Hotel à Lagos, avec Mgr Matthew Kukah Hassan, président du comité présidentiel de réconciliation Ogoni-Shell nommé pour superviser le projet PNUE Ogoni (17 juin 2009);
- Une note d'information fournissant informations vitales, sensibilisation, expertise technique, et une offre pour collaborer avec les opérateurs des Nations Unies (11 Septembre 2011);
- Des réunions avec le commissaire à l'environnement de Rivers State, Rivers State, avocat Kingsley Chindah, conduisant à une collaboration (mai et juin 2009).

Le Partnership a attiré l'attention sur le principe du consentement libre, préalable et éclairé en ce qui concerne la résolution des conflits, la participation du public, et les moyens de responsabiliser et de réconcilier. Il a effectué des recherches sur des règles, normes, politiques, règlements, et expériences sur l'étude d'impact environnemental tout au long de la période de mai à août 2008, et a organisé des réunions de stratégie sur l'approche pour s'impliquer dans le projet Ogoni (septembre 2008). Il a pris contact avec les organisations de base (septembre-octobre 2008). Il a participé à une table ronde sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones à New York (10 décembre 2009). Le Partnership a poursuivi son forum annuel du 10 décembre, Journée des droits de l'homme, au cours de la période.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Le Partnership a participé à la septième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, tenue à New York du 21 avril au 2 mai 2008, à la quinzième Conférence des Parties, à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à la cinquième réunion des Parties au Protocole de Kyoto, tenue à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009. Il a tenu une conférence de presse et accordé des interviews sur les conséquences de la pollution pétrolière pour le changement climatique, les objectifs du Millénaire pour le développement, les menaces pour les peuples autochtones, et sur pourquoi les gouvernements et les organisations de la société civile doivent coopérer pour réussir.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

- Note d'information : le Partnership a fourni des informations aux organes et organismes compétents des Nations Unies sur une étude d'impact sur l'environnement inexistante sur l'Ogoniland.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le projet du PNUE pour l'Ogoni a des implications sur : la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les questions environnementales, le changement climatique, la justice, la paix, la résolution des conflits, la responsabilité des entreprises et le respect des droits de l'homme et des libertés. Le Partnership engage les organisations locales de la société civile afin d'apporter les rêves et les promesses des Nations Unies à tous.

11. Peace Education Foundation

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

La mission de Peace Education Foundation est d'éduquer les enfants et les adultes dans la dynamique des conflits, et de promouvoir des compétences pour rétablir la paix dans les foyers, les écoles, les communautés, la nation et le monde.

Buts et objectifs de l'organisation

La Foundation pense que le conflit est un phénomène naturel et inévitable qui peut être une occasion constructive pour un changement positif et l'autonomisation.

La Foundation pense qu'il faut enseigner aux enfants les compétences dont ils ont besoin pour trouver des façons créatives et constructives pour résoudre les conflits. Elle travaille avec les enseignants et autres adultes afin qu'ils comprennent l'importance de la modélisation de ce comportement pour que les enfants apprennent.

La Foundation pense que les enfants apprennent mieux dans un environnement chaleureux où se nourrit leur estime de soi car ils sont appelés à devenir des décideurs responsables.

La Foundation pense que l'éducation à la paix favorise la croissance émotionnelle, intellectuelle, éthique et sociale des enfants dans un cadre de valeurs traditionnelles telles que l'honnêteté, la justice et la responsabilité.

La Foundation espère que, comme les enfants deviennent des adultes et des dirigeants, ils mettront en œuvre ces concepts dans le cadre de leur vie quotidienne, de sorte que les conflits, que ce soit au niveau individuel ou du pays, soient résolus de manière non-violente.

La Foundation réalise ces objectifs à travers le développement et la mise en place de formations. Elle forme des enseignants, des chefs de groupes de jeunes, des responsables communautaires, et des professionnels travaillant avec les enfants à la résolution de conflits, à la prévention de la violence, et à la médiation. Ses supports pédagogiques sont des outils concrets pour les professionnels de l'enseignement et de la jeunesse pour enseigner et modéliser les éléments essentiels de la résolution des conflits, qui sont : le développement communautaire, la compréhension des conflits, la compréhension du rôle de la perception dans un conflit, la résolution de problèmes et la prise de décisions, le rôle de émotions et de la colère, et une communication efficace. Certaines des compétences de vie enseignées sont le respect, la coopération, l'empathie, la capacité d'adaptation, la prise de distance, la gestion de la colère, les facteurs de l'escalade, les compétences pour désamorcer l'escalade, l'écoute, les i-déclarations, la tolérance, la diversité, et les questions multiculturelles.

Changements à signaler

La Foundation est entrée dans l'arène de la petite enfance. Elle a développé et fourni matériel et formation pour que les adultes apprennent, modélisent, et enseignent un savoir-faire par rapport aux enfants de la naissance à 5 ans.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

La Foundation a participé aux travaux des Nations Unies et du Conseil économique et social principalement sur le terrain, en travaillant dans de nombreux pays. Elle a concentré ses activités sur la mise en œuvre de son programme de prévention de la violence et d'éducation à la paix en Amérique du Nord, Amérique latine et aux Caraïbes, bien que pendant la période considérée, elle a également commencé à travailler au Kenya et en Pologne. Les travaux des Nations Unies et le rôle de la Foundation en tant qu'ONG dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ont été grandement soulignés.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation n'a pas de représentant permanent à New York ou d'autres villes sièges des Nations Unies, donc, sa participation aux réunions des Nations Unies est limitée. Lorsqu'elle travaille au niveau international, elle fait des efforts pour rencontrer les représentants des organes subsidiaires de l'ONU.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

La Foundation a fait connaître le rapport Situation des enfants dans le monde, de l'UNICEF au cours de la période considérée. La Foundation a observé la Journée internationale de la paix chaque 21 septembre et encouragé les écoles et les enseignants à élaborer des événements spéciaux à cette date chaque année. Ces événements vont de rassemblements pour la paix à des défilés pour la paix.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le travail de la Foundation a contribué principalement à l'objectif 2 des objectifs du Millénaire pour le développement pour atteindre l'éducation primaire universelle. Le travail réalisé est en ligne avec plusieurs des six objectifs de l'UNESCO « éducation pour tous » : objectif 1, développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, l'objectif 3, promouvoir les compétences d'apprentissage et de vie pour les jeunes et les adultes, et l'objectif 6, améliorer la qualité de l'éducation.

12. People to People

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

People to People est une organisation vouée à l'amélioration de la santé et du bien-être d'autrui, et à réduire la propagation des maladies, en particulier en Éthiopie et parmi les communautés de la diaspora éthiopienne.

Buts et objectifs de l'organisation

People to People travaille à mobiliser la diaspora éthiopienne mondiale pour qu'elle joue un rôle actif dans l'atténuation de l'impact de la fuite des cerveaux, et pour aider l'Éthiopie à atteindre ses objectifs de développement. La mission de l'organisation est de construire un lien entre la diaspora et les institutions

éthiopiennes pour un développement efficace des ressources humaines, des soins de santé, et de l'éducation. Les efforts de l'organisation sont centrés sur le renforcement des systèmes de santé et d'éducation grâce à des partenariats avec des hôpitaux locaux, des universités, des organisations, et d'autres partenaires, ainsi que sur la promotion de la santé globale et du bien-être des communautés vulnérables.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Dans un effort pour aider l'Éthiopie à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, People to People a entrepris un certain nombre d'initiatives relatives à l'amélioration de la santé globale et du bien-être de toutes les personnes en Éthiopie, avec une attention particulière au renforcement des systèmes de santé et l'aide à ceux qui sont les plus touchés par la pauvreté et d'autres difficultés. Tout au long de la période 2008-2011, l'organisation a établi un partenariat à divers titres auprès de la Banque mondiale, des universités et des hôpitaux tant en Éthiopie qu'à l'étranger, du Ministère fédéral de la santé en Éthiopie, et de diverses ONG et organisations internationales en dénonçant la grave pénurie de médecins formés et de professionnels de santé, principalement grâce à des programmes d'échange de la diaspora favorisant l'éducation, la recherche, le renforcement des systèmes de santé, et l'amélioration du traitement des patients.

L'organisation continue à faciliter et appuyer la visite des médecins et des professionnels de la diaspora qui donnent de leur temps dans le pays pour donner des conférences, effectuer des rondes, dispenser des formations, ou soutenir leurs pairs de toute autre façon. L'attention est désormais portée sur l'élaboration de systèmes pour la livraison virtuelle et le développement de communautés de pratique en ligne afin d'assurer que l'information peut être toujours partagée et accessible. Travaillant en étroite collaboration avec le Ministère fédéral de la santé et des partenaires institutionnels tels que la Banque mondiale, People to People contribue à combler les lacunes et soutenir la nouvelle initiative innovante du gouvernement en matière d'éducation médicale. L'organisation reste déterminée à faire sa part dans la construction de programmes solides dans chacune des 13 nouvelles écoles de médecine, et travaille à soutenir plusieurs grands hôpitaux et les universités, y compris ceux d'Addis-Abeba, Jimma, Mekelle, Awassa, Gondar, et Bahir Dar. Ces efforts contribuent à former le nouveau personnel et le personnel en place, à sauver et améliorer des vies, et à aider le pays à atteindre ses ambitieux objectifs en matière de santé et de développement. L'organisation a aidé à monter des programmes de soutien à la formation et à l'internat dans les domaines de la médecine d'urgence, de la neurologie, de l'otorhinolaryngologie, de la radiologie, de l'obstétrique et de la gynécologie, de la cardiologie, des maladies infectieuses, du VIH/sida, et de nombreux autres domaines de la médecine.

L'organisation surveille également et aide à coordonner un certain nombre d'efforts entrepris par d'autres groupes de la diaspora éthiopienne, la construction d'un réseau d'organisations visant à transférer les technologies vers l'Éthiopie dans le domaine de la médecine et les domaines connexes, et à maximiser les efforts collectifs.

People to People est aussi activement impliquée dans la promotion de l'éducation, la recherche et la sensibilisation au VIH/sida, et a toujours fait des efforts visant à fournir un soutien vital, la connaissance, et les services de santé aux personnes les plus profondément touchées par la maladie, y compris les jeunes

orphelins. Plusieurs centaines de jeunes orphelins par le VIH/sida à Addis-Abeba et Amanuel ont bénéficié de programmes de soutien qui leur ont fourni nourriture, logement, sécurité, formation professionnelle, soutien scolaire, fournitures de base, et sensibilisation des communautés et campagnes de sensibilisation pour créer des réseaux de soutien essentiels et durables.

L'organisation a publié quatre numéros de son *Horn of Africa Journal of AIDS* publication de 2008 à 2011, qui est la première publication régionale, scientifique, soumise à un examen collégial consacrée au VIH/sida. Elle est distribuée gratuitement à la communauté médicale en Éthiopie et aux écoles de médecine en Afrique de l'Est.

Grâce à des partenariats avec les médias locaux, People to People publie périodiquement des informations de santé publique pour sensibiliser à la santé préventive et éduquer le public aux causes, symptômes, et options de traitement sur diverses questions de santé publique d'ordre général.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation n'a pas établi de partenariat avec des organismes des Nations Unies au cours de la période concernée, même si elle a depuis signé pour devenir partenaire d'UNICEF Global Partnership on Children with Disabilities.

13. People with Disabilities Uganda

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

People with Disabilities Uganda est une organisation nationale pacifique à but non lucratif pour la défense des droits des personnes handicapées, basée à Kampala.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de l'organisation est la paix et une vie accessible à tous. Son objectif est d'encourager la sensibilisation, de promouvoir la paix et de fournir des services qui contribueront à améliorer la situation des personnes vivant avec un handicap et, par conséquent, du peuple ougandais dans son ensemble.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

L'organisation sensibilise le public à la Charte des Nations Unies, aux objectifs du Millénaire pour le développement, et aux conventions des Nations Unies en particulier sur le handicap et sur les munitions à fragmentation.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Les représentants de l'organisation :

- Ont participé à la manifestation publique commémorative organisée au Siège de l'ONU le 12 mai 2008 pour célébrer l'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du Protocole facultatif;

- Ont participé à la première réunion de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, tenue au Siège de l'ONU du 31 octobre au 3 novembre 2008;
- Ont participé à la troisième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, tenue au Siège de l'ONU du 1^{er} au 3 septembre 2010;
- Ont participé aux première, deuxième, et troisième sessions du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes, tenues au Siège de l'ONU en 2010 et 2011;
- Le directeur a assisté à des réunions bisannuelles sur les armes légères tenues au Siège de l'ONU, pour les années 2008 et 2010;
- Ont participé au Global Work of Action against Gun Violence annuel, organisé à Kampala en juillet pour les années 2008 à 2011.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec le PNUD, le HCR, l'OMS, et le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a organisé des ateliers de formation, des séminaires, et des activités pour promouvoir le développement durable de la collectivité.

L'organisation a célébré la Journée internationale des personnes handicapées sur le thème « Prise en compte des questions liées au handicap dans les objectifs du Millénaire pour le développement : autonomisation des personnes handicapées et de leurs communautés dans l'ensemble du monde », Kampala, 3 décembre 2009.

L'organisation a célébré la Journée internationale des personnes handicapées sur le thème « Tenir les engagements pris : réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement relatifs aux personnes handicapées d'ici à 2015 et au-delà », Kampala, 3 décembre 2010.

Des représentants ont assisté à la réunion du Groupe d'experts des Nations Unies pour la transversalisation de la question du handicap dans les politiques, processus et mécanismes se rapportant aux objectifs du Millénaire pour le développement : le développement pour tous, tenue au siège de l'OMS, à Genève du 14 au 16 avril 2009.

Informations supplémentaires

Au cours de la période considérée, l'organisation a élaboré des stratégies pour répondre de manière plus appropriée aux besoins particuliers des groupes défavorisés dans le spectre de la cécité comme les enfants et les femmes aveugles, les personnes âgées, et les personnes atteintes de multiples handicaps. La prise de mesures en faveur de ces groupes est toujours l'une des principales priorités de l'organisation pour la période 2008-2011. L'organisation continuera de sensibiliser le public à l'impact des armes légères en Ouganda.

14. People's Solidarity for Participatory Democracy

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Depuis sa création en 1994, People's Solidarity for Participatory Democracy a travaillé sur la participation populaire et les droits de l'homme. L'organisation est composée d'activistes, d'experts venus d'horizons divers, et de 12 000 membres individuels. Elle s'intéresse aux abus des pouvoirs législatif, exécutif, et judiciaire, à la législation des pétitions pour préconiser des politiques nouvelles, et promouvoir et protéger les droits fondamentaux des personnes. À travers des litiges et campagnes publiques, l'organisation travaille sur la réforme socio-économique. Elle vise à consolider le mouvement des citoyens pour la paix et la réunification de la péninsule coréenne, et à intensifier ses activités de solidarité internationale visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme et à renforcer la démocratie en Asie. En outre, l'organisation est profondément engagée dans le suivi de l'aide publique au développement (APD) de la République de Corée pour les pays des pays asiatiques voisins.

Buts et objectifs de l'organisation

a) Proposer d'autres politiques : l'organisation recherche et propose d'autres politiques, des projets de loi, et des mesures pour améliorer les moyens d'existence et les droits des personnes.

b) Surveillance : l'organisation suit de près les pouvoirs publics pour prévenir leurs abus de pouvoir.

c) La participation du peuple : l'organisation opère sur la base de cotisations avec environ 15 800 membres individuels, des dons irréguliers, et la participation des membres et des bénévoles.

d) Solidarité : l'organisation espère renforcer la solidarité avec d'autres organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme pour établir une société où chacun peut jouir d'une vie décente et participer à la prise de décisions pour renforcer la démocratie.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

a) L'organisation a régulièrement présenté des déclarations écrites au Conseil des droits de l'homme, portant sur diverses questions au titre des points de l'ordre du jour sur les expulsions forcées, la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique, et sur la surveillance politique.

b) L'organisation soumet des appels urgents aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales lorsque cela est nécessaire, en particulier sur les questions des défenseurs des droits de l'homme, la liberté d'opinion et d'expression et la liberté de réunion pacifique.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation :

- a) A livré des déclarations orales lors de sessions du Conseil des droits de l'homme;
- b) A organisé des manifestations parallèles lors de sessions du Conseil des droits de l'homme;
- c) A organisé des manifestations parallèles et présenté le rapport de 2010 sur le désarmement nucléaire lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation a assisté à une réunion régulière avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans la République populaire démocratique de Corée lors de sa visite en République de Corée pour son rapport annuel. En outre, en collaboration avec d'autres organisations de la société civile de la République de Corée, l'organisation a invité le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Frank La Rue, à la conférence internationale sur Liberté d'opinion et d'expression dans le cyberspace : situation et enjeux en Asie de l'Est, qui s'est tenue à Séoul le 13 octobre 2009.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- a) Lors de la deuxième Journée mondiale d'action sur les dépenses militaires, le 12 avril 2011, l'organisation a mené une campagne sur le thème : utilisez notre impôt sur le bien-être social et non pour les dépenses militaires. Dans le cadre de la campagne, elle a promu l'importance de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement et a appelé à utiliser les dépenses publiques pour le développement plutôt que pour l'armée.
- b) Afin de contribuer à un partenariat mondial pour le développement, l'organisation surveille et évalue la politique d'APD du gouvernement et le processus de mise en œuvre, et met en avant les améliorations de l'APD pour de meilleurs résultats.
- c) Le comité de protection sociale de l'organisation avait une campagne Hope Up de sensibilisation au coût minimum de la vie et de son réajustement.

15. Population Council

Statut consultatif spécial : 1972

Introduction

Le Population Council mène des recherches dans trois domaines : la lutte contre le VIH et le sida, la pauvreté, le genre et la jeunesse, et la santé procréative.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Le Council a participé aux projets suivants :

- Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes : « Safescaping Guatemala's indigenous communities », le contenu et les activités de prévention de la violence fondée sur le sexe ont été élaborés et intégrés dans le programme Abriendo Oportunidades.
- Enquête auprès des jeunes en Égypte, janvier 2011 : des chercheurs de Council ont mené une enquête nationale représentative portant sur 15 000 jeunes âgés de 10 à 29 ans pour mettre à jour l'état des connaissances sur les jeunes et les adolescents en Égypte par rapport aux questions de santé, d'éducation, d'emploi, de formation d'une famille, et de participation civique.
- Les conséquences du mariage précoce sur la politique 2007 relative au VIH/sida, a réuni des experts des Nations Unies, des donateurs, et des ONG, pour examiner les preuves en ce qui concerne la santé procréative, la vulnérabilité à l'infection au VIH, les inégalités sociales et économiques, et les droits des adolescentes mariées.
- Avec le FNUAP et l'UNICEF, le Population Council a entrepris un projet multisectoriel pour prévenir le mariage d'enfants et pour de meilleures opportunités pour les jeunes filles mariées.
- Projet de prévention du VIH pour les adolescentes vulnérables en Éthiopie : ce programme est composé de plusieurs éléments, y compris le projet Tesfa Biruh (« Bright Future »), qui prend en charge les filles les plus vulnérables en réduisant leur isolement social et leur fournit des informations de santé.
- Le projet Addis Birhan (« New light ») : aide les hommes et les garçons dans l'examen des notions de masculinité, et à devenir de meilleurs partenaires pour les filles et les femmes.
- Groupes de filles mariées : soutenir les jeunes filles mariées en réduisant leur isolement social et en leur fournissant des informations de santé.
- Journées de dialogue : former les leaders religieux pour qu'ils informent leurs congrégations sur le mariage précoce, le VIH, la maternité sans risque, la violence sexiste, et d'autres questions de santé procréative. En 2009, le Council a procédé à un sondage sur les jeunes et le sexe auprès de presque 20 000 personnes, y compris des adolescents âgés de 12 à 24 ans, et des femmes âgées de 25 à 49 ans. L'enquête sert de base de référence à quatre nouvelles initiatives des Nations Unies.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

- Un associé principal du Population Council a donné une conférence lors de la quarante-cinquième session de la Commission de la population et du développement, tenue à New York du 23 au 27 avril 2012.
- Le Population Council a rejoint une large coalition d'organisations représentant des millions d'américains pour applaudir la Ministre des États-Unis Hillary Clinton lors du consensus pour réaliser l'accès universel à la santé procréative comme critique pour la santé individuelle, le bien-être familial, un

développement économique plus important, et une planète saine, en janvier 2010.

- Un associé principal du Population Council a participé à l'événement parallèle intitulé « Prevention now! Expanding access to female and male condoms through advocacy and programming », lors de la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme en mars 2010.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

- FNUAP : niveaux, tendances et déterminants de l'utilisation des contraceptifs chez les adolescentes au Kenya, février 2011.
- UNESCO : Girls Left Behind, 20 octobre 2008.
- UNICEF : évaluation des projets pilotes des Nations Unies pour la prévention de la transmission mère-enfant du VIH, août 2003.
- L'UNFPA a appelé le Population Council à collaborer avec les bureaux de pays du FNUAP et les gouvernements nationaux pour identifier des stratégies pour faire figurer à nouveau l'utilisation à la fois du préservatif féminin et masculin dans des programmes nationaux de santé procréative et de lutte contre le VIH et le sida au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, au Libéria, en Mauritanie, au Sénégal et en Sierra Leone.
- Le Ministère de la santé et le Ministère de la jeunesse et des sports éthiopiens ont demandé que le Council aide le gouvernement à élaborer et mettre en œuvre des projets visant à améliorer la planification familiale et la santé procréative, et à soutenir les adolescentes les plus vulnérables du pays, soutenues par le FNUAP.
- Les Critical Communities for Investment in Adolescent Girls - un projet qui fournira des données et des cartes sur les adolescentes vulnérables, et visera à obtenir l'appui des bailleurs de fonds et des parties intéressées pour réaliser des investissements afin d'améliorer la santé et les droits des filles les plus pauvres dans les communautés les plus pauvres. Dans ce projet, le Council assume le rôle de « secrétariat technique » pour le United Nations Adolescent Girls Task Force.